Enumérant les matières du programme, l'article 23 place l'instruction religieuse et morale à leur tête.

Au vœu de l'article 27 al. 1^{er} « la surveillance de l'enseignement religieux appartient au chef du culte respectif ; il peut faire visiter les écoles par des délégués qu'il fait connaître au Gouvernement. »

L'évêque ou son délégué sont membres de droit de la Commission d'instruction instituée par l'Etat (art. 68).

Pareillement, les commissions scolaires locales comprennent un ecclésiastique à nommer par le Gouvernement sur la proposition du chef du culte et qui, en pratique, est le curé-desservant de la paroisse (art. 74).

Les simples énonciations qui précèdent suffiraient à caractériser la loi, qui était tout le contraire d'une loi antireligieuse : loi de juste milieu, ainsi qu'il convenait dans un régime légal qu'on a fort bien qualifié de concordat scolaire ; régime qui, au grand profit des Luxembourgeois assis, tous, sur les mêmes bancs d'école, ne connaît pas la liberté d'enseignement, laquelle donne tant de fil à retordre aux pays voisins.

Prenant la parole au cours des débats parlementaires, le chanoine SCHULTZ, en manière d'exorde, cita la parole qu'en semblable occurrence avait prononcée un homme d'Etat étranger :

« La loi soumise à nos délibérations est trop bonne pour que j'en dise du mal ; elle est trop mauvaise pour que j'en dise du bien. »

En écoutant ces mots, je me suis dit qu'une loi susceptible d'être jugée en termes aussi mesurés, aussi nuancés, ne pouvait constituer une atteinte à la conscience religieuse, et que le bruit intempestif mené autour d'elle cachait mal des préoccupations partisans.

Avais-je tort ?

L'Osservatore romano, organe du Vatican, avait favorablement apprécié la loi.

Des années plus tard, je devais apprendre de la bouche d'un ancien condisciple, prêtre, mort depuis, que l'évêque de Nancy, apprenant les remous qu'avait provoqués la mise en application de notre loi, aurait dit :

« Heureux pays de Luxembourg !

« Que n'avons-nous une loi semblable en France ! »

Vérité en deçà, erreur au delà !

Pascal avait raison.

Il est vrai que la loi française de 1905 portant séparation des Eglises et de l'Etat, loi qui impliquait l'abrogation des articles concordataires de 1801, avait engendré une situation de base différente de la nôtre.

Quoi qu'il en soit, pour tout homme non prévenu, la loi de 1912 qui vint asseoir l'enseignement primaire sur des bases rénovées, enrichies en conformité de la pédagogie moderne et qui, pour le sur-